

Questions orales

La question que je pose au ministre est la suivante: quel genre de politique de recherche et de développement est-ce qui ruinerait l'une de nos plus prestigieuses institutions de recherche? Annoncera-t-il à la Chambre que le gouvernement va instaurer un plan pour éviter que ne se produise la crise que prévoit le président du CNRC?

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, mon collègue prend des libertés avec ce qu'a dit le président du CNRC l'autre jour. En fait, il n'a pas dit que le CNRC serait ruiné. Il ne s'est servi d'aucun des verbes que le député vient d'utiliser. En fait, le gouvernement a réduit les subventions, les contributions et les programmes intergouvernementaux de 10 p. 100 ici, de 15 p. 100 là et quelquefois plus dans certains programmes de fonctionnement.

Dans le domaine des sciences, ces réductions ne se sont pas matérialisées. En fait, il n'y en a eu aucune. Nous allons avoir une augmentation des contributions supérieure à 0 p. 100. Elle sera de 1,5 p. 100 l'année prochaine.

Cela montre que le gouvernement veut aider la recherche et le développement et les sciences et la technologie. Cela vient s'ajouter à l'annonce du PARI qui constitue une partie importante du Conseil national de recherches du Canada.

Quatre-vingt-trois millions de dollars de nouveaux crédits seront consentis au CNRC pour administrer le PARI au cours des cinq prochaines années. C'est une augmentation énorme. Au lieu d'avoir 225 agents sur le terrain qui apportent les découvertes des laboratoires à l'industrie pour éventuellement les commercialiser, nous en avons maintenant 300.

Ce sont des choses que le gouvernement a faites en cette période de restrictions budgétaires. Elles témoignent, bien mieux que n'importe quel beau discours, de l'engagement du gouvernement à l'égard des sciences et de la technologie.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Madame la Présidente, chaque fois que je pose au ministre une question concernant les sciences, n'importe quel dossier à propos des sciences, il a recours à toutes sortes de subterfuges pour ne pas y répondre.

Le fait est que le président du Conseil national de recherches du Canada a dit que la situation de 1990-1991 se répéterait si on n'y changeait rien et que le problème était urgent.

Je veux poser une question supplémentaire au même ministre. Le comité parlementaire a fait l'éloge du programme des centres d'excellence nationaux, a recommandé son maintien et s'est déclaré en faveur d'une augmentation de l'aide financière qui lui est apportée. Or, nous avons entendu—de diverses sources—qu'on s'apprêtait à sabrer dans le budget de ce programme pour le faire passer de 250 millions à 125 millions de dollars.

J'aimerais que le ministre nous explique comment le gouvernement peut justifier sa décision de réduire de moitié le budget d'un programme qui représente l'initiative la plus importante et la plus réussie qu'il ait prise récemment.

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Je tiens à remercier mon collègue de son compliment, car au moment où nous avons proposé l'idée des centres d'excellence nationaux, son parti et lui-même l'ont combattue. Ils prétendaient qu'il valait mieux verser l'argent aux conseils subventionnaires et les laisser déterminer à qui distribuer ces fonds.

Quant à nous, nous avons pris des mesures très créatives. Nous avons identifié les 15 projets de recherche les plus prometteurs au Canada, les avons associés à l'industrie, avons édifié ces centres d'excellence et les avons consolidés. Mis en place au commencement de 1989, ce programme fait actuellement l'objet d'une révision. Le comité parlementaire s'est déclaré enchanté de la façon dont fonctionne ce programme. Il croit cependant que certains changements devraient y être apportés.

Nous procédons également à une révision interne qui est réalisée par d'authentiques scientifiques travaillant dans le milieu. L'industrie se penche sur le programme. Par ailleurs, le premier ministre s'est prononcé en faveur du maintien définitif du programme. Le problème, c'est de savoir si le niveau de financement restera le même. À l'heure actuelle, le gouvernement doit réduire les dépenses. Nous invitons les provinces et l'industrie à participer davantage qu'elles ne le font actuellement et nous verrons bientôt quel sera le niveau de financement accordé.

• (1430)

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): La compétence scientifique du ministre est assez récente. J'espère qu'il ne va pas répéter que je m'opposais à la création du Programme national de centres d'excellence, car c'est absolument faux. Je ne m'y opposais pas.